RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
SAINTE MARGUERITE SUR DUCLAIR

AVIS

L'an deux mil seize, le vendredi 22 janvier, à 20 heures 30, les membres du conseil municipal, légalement convoqués, se sont réunis à la mairie sous la présidence de Monsieur Patrick SIMON Maire.

Présents : M. SIMON, M. MABILLE, Mme SERY, M. BOUFFIGNY, Mme BENOIST, Mme GUÉLODÉ, M. THOMAS, M. LUCE, Mme GERVASON, M. ROGER, Mme LAMOTTE, M. BONDANÈSE, Mme MOAL, M. PONTY et M. JOLLY

Absents excusés : Mme ANQUETIL qui a donné pouvoir à M. THOMAS, Mme ZOUAOUA qui a donné pouvoir à Mme GUÉLODÉ, Mme BRIFFAUT et M. SARAIVA

Secrétaire de séance : Mme SERY

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 14 DÉCEMBRE 2015

Sans observation, le procès-verbal de la réunion du 14 décembre 2015 est adopté à l'unanimité.

TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE LA SALLE POLYVALENTE : LOT 2 CHAUFFAGE / VENTILATION

Monsieur le Président de séance rappelle que lors de la réunion du conseil municipal du 24 septembre 2015, il avait été décidé de lancer une consultation pour le lot 2 chauffage/ventilation puisqu'aucune offre n'avait été déposée ou reçue dans les délais réglementaires de la publication de l'appel d'offres.

Suite à cette consultation, deux offres ont été déposées au secrétariat de mairie. L'offre de l'entreprise BICHOT de SAINTE MARIE DES CHAMPS s'élève à 74 512.26€ HT et celle de l'entreprise BRUNET LACHERAY de QUINCAMPOIX à 67 171.80€ HT. Ces deux offres répondent au cahier des charges.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, retient l'offre la moins-disante, soit celle de l'entreprise BRUNET LACHERAY qui s'élève à 67 171.80€ HT

Le montant des travaux, pour les 4 lots, est donc de 213 818.45€ HT, 256 582.14€ TTC. La décomposition est la suivante :

- lot 1 : menuiseries extérieures : 57 000.00€ HT, 68 400.00€ TTC
- lot 2 : chauffage/ventilation : 67 171.80€ HT, 80 606.16€ TTC
- lot 3 : isolation et plafonds suspendus : 51 276.67€ HT, 61 532.00€ TTC
- lot 4 : électricité : 38 369.98€ HT, 46 043.98€ TTC.

Monsieur le Maire est chargé de solliciter des subventions auprès de tous les financeurs possibles. Des autorisations de démarrage anticipé des travaux avant l'octroi des éventuelles aides financières seront demandées.

Le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires au bon déroulement de ces travaux et notamment le marché.

Toutes les dépenses afférentes à ces travaux seront imputées au chapitre 23 du budget.

Dès que le marché aura été visé par la Préfecture, les 4 entreprises retenues seront conviées pour établir le planning des travaux. Il faut penser à la réfection des peintures et éventuellement la pose d'un écran de projection.

PLANTATION DU BOIS DES MONTS ROUTE DE LA CHAPELLE

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, retient la proposition de la Pépinière de la Clairière de MOTTEVILLE relative à la fourniture de 1 000 plants d'arbres, de 1 000 manchons anti-rongeurs et de 2 000 bambous. Un crédit de 2 000.00€ TTC sera inscrit à l'article 2117 du budget.

La plantation sera effectuée par cinq à six personnes encadrées du Bateau de Brotonne, pour un coût journalier de 400€. Le temps de travail est estimé à 6 jours. Monsieur le Maire est autorisé à signer la convention. La dépense sera imputée à l'article 6288 du budget.

Madame GUÉLODÉ remet à ses collègues le bilan de l'année 2015 des prestations demandées par les employés municipaux dans le cadre du CNAS.

Madame GUÉLODÉ regrette que tous les arrêts des cars n'aient pas d'abri. Elle précise que des collégiens ou lycéens sont mouillés certains matins en attendant le car. Elle déplore également l'insécurité des piétons qui doivent se rendre à des arrêts des cars. Certaines voies n'ont pas de trottoirs, il faut donc marcher sur le bas-côté. D'ailleurs, récemment un camion a frôlé le bras d'une adolescente qui se rendait à l'abribus du Bourg. Monsieur SIMON est conscient de l'insécurité mais il précise que toutes les routes ne peuvent pas avoir de trottoirs. Il faudrait que tous les piétons portent des brassards ou des gilets fluorescents et des vêtements clairs. Un point sur les arrêts des cars existants va être fait pour étudier les éventuelles possibilités d'implanter des abris là où il n'y en a pas. Monsieur SIMON précise que bien souvent les riverains ne sont pas satisfaits des abribus car ils sont des lieux de rassemblements qui entraînent des nuisances.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 21H30.

Un administré demande l'autorisation de poser une question. Monsieur le Maire lui répond que ce soir il ne souhaite pas laisser la parole au public. Il demande à cette personne de faire un courrier auquel il répondra.

Un joueur de foot fait part du mauvais état du terrain de foot.